

Retard Economique De L'afrique: L'empreinte Historique Dans La Mondialisation Actuelle

Africa's Economic Delay: The Historical Imprint in Contemporary Globalization

Doktora: Mamadi Mbalou SANOH*

Ondokuz Mayıs Üniversitesi
Ondokuz Mayıs University Samsun/Türkiye
19230835@stu.omu.edu.tr
ORCID: 0009-0003-6923-2977

Doç. Dr. Cenk AYGUL**

Ondokuz Mayıs Üniversitesi
Ondokuz Mayıs University Samsun/Türkiye
cenk.aygul@omu.edu.tr
ORCID: 0000-0001-6816-8166

Makale Bilgisi / Article Information

Makale Türü / Article Types : Araştırma Makalesi / *Research Article*
Geliş Tarihi / Received : 11.06.2025
Kabul Tarihi / Accepted : 21.06.2025
Yayın Tarihi / Published : 30.06.2025
Yayın Sezonu / Pub Date Season : Haziran / *June*
Cilt / Volume: 3 • Sayı / Issue: 1 • Sayfa / Pages: 47-66

Atf / Cite as

SANOH M.M., AYGUL C. Retard Economique De L'afrique: L'empreinte Historique Dans La Mondialisation Actuelle. *Disiplinlerarası Afrika Çalışmaları Dergisi*, 3/1 (2025), 47-66

Doi: 10.5281/zenodo.15709042

İntihal / Plagiarism

Bu makale, en az iki hakem tarafından incelendi ve intihal içermediği teyit edildi.
This article has been reviewed by at least two referees and scanned via a plagiarism software.

Yayın Hakkı / Copyright©

Disiplinlerarası Afrika Çalışmaları Dergisi uluslararası, bilimsel ve hakemli bir dergidir. Tüm hakları saklıdır.
Journal of Interdisciplinary African Studies is an international, scientific and peer-reviewed journal.
All rights reserved

* Mamadi Mbalou SANOH est doctorant en administration publique à l'Université Ondokuz Mayıs de Samsun, en Turquie. Il travaille sur les questions relatives à la place de l'Afrique dans la mondialisation. Il s'intéresse notamment à l'intégration africaine, développement local en Afrique et le postcolonialisme en Afrique

** Doç. Dr. Cenk AYGUL est chargé d'enseignement à l'université Ondokuz Mayıs, Turquie.

Resumé

Si le constat du retard économique de l'Afrique dans la mondialisation semble communément partagé, la question des causes explicatives de ce retard ne semble pas comporter la même convergence. Dans les approches d'explication de ce retard économique du continent africain les positions varient selon l'intérêt accordé aux facteurs exogènes et endogènes de cette situation. Cet article s'inscrit dans ce contexte. Il vise notamment à mettre en évidence l'empreinte historique dans les défis actuels de l'Afrique. L'article est divisé en trois parties. Il s'agira dans un premier temps de mettre en évidence le poids de l'histoire (à travers l'esclavage et la colonisation) dans la situation actuelle du continent et l'évolution de celui-ci. Dans un deuxième temps, la période post-indépendance sera analysée comme une poursuite des mêmes logiques de dépendance sous une forme nouvelle. Dans un troisième temps, il sera question d'analyser les politiques d'influence des grandes puissances, qui ont fait de l'Afrique leur terrain d'affrontement géopolitique et des nouveaux partenariats africains qui semblent se poursuivre dans la même logique au détriment souvent du continent africain.

Mots clefs: Afrique postcoloniale, mondialisation, retard économique, facteurs exogènes, affrontement géopolitique.

Abstract:

While the observation of Africa's economic backwardness in globalization seems to be commonly shared, the question of the explanatory causes of this delay does not seem to have the same convergence. In the approaches to explaining this economic backwardness of the African continent, positions vary according to the interest given to the exogenous and endogenous factors of this situation. This article is part of this context. It aims in particular to highlight the historical imprint on the current challenges of Africa. The article is divided into three parts. First, it will highlight the weight of history (through slavery and colonization) in the current situation of the continent and its evolution. Second, the post-independence period will be analyzed as a continuation of the same logic of dependency in a new form. Thirdly, the aim will be to analyse the influence policies of the major powers, which have made Africa their geopolitical battleground, and the new African partnerships which seem to continue in the same vein, often to the detriment of the African continent.

Keywords: Postcolonial Africa, globalization, economic backwardness, exogenous factors, geopolitical confrontation.

Introduction

D'une manière générale, les études sur l'Afrique accordent une place importante à l'analyse de la place qu'occupe le continent dans la mondialisation ainsi que son poids politique sur la scène internationale. Dans ce sens, une tendance générale semble s'accorder pour reconnaître que le poids du continent noir sur la scène internationale reste assez marginal malgré ses potentialités naturelles énormes. Avec une population de 1 milliard 500 millions d'habitants (soit plus de 18 % de la population mondiale), l'Afrique ne représente pourtant que 3 % du PIB, seulement 1,3 % des exportations et moins de 1 % de la valeur ajoutée

industrielle mondiale (Agence Ecofin, 2022)¹. À l’ère de la mondialisation où de nombreux pays sortent du sous-développement grâce à la libéralisation des échanges, la situation en Afrique reste critique. Malgré ses richesses naturelles importantes et sa jeunesse dynamique, l’Afrique reste le continent qui compte encore le plus grand nombre de pauvres. Si beaucoup d’auteurs imputent la responsabilité de cette situation à des facteurs endogènes (Kabou, 1991), c’est-à-dire propres à l’Afrique (comme le comportement de ses dirigeants, les mauvaises décisions dans les politiques économiques, les problèmes socioculturels, les crises politiques récurrentes, les calamités et catastrophes naturelles, etc.) les auteurs se divisent quant à la question des facteurs exogènes.

Dans ce présent article notre objectif est de faire un éclairage sur ces facteurs exogènes du retard économique de l’Afrique. Il s’agira notamment dans un premier temps de mettre en évidence le poids de l’histoire dans la situation actuelle du continent (1). Cette mise en contexte nous permettra de rappeler le contexte du contact de l’Afrique avec le monde occidental (à travers l’esclavage et la colonisation) et l’évolution de celui-ci.

Puis dans un deuxième temps, nous chercherons à étudier la période post-indépendance comme une poursuite des mêmes logiques de dépendance à travers ce qu’il convient d’appeler “néoimpérialisme” (2). Ce sera le lieu de mettre en évidence l’idée selon laquelle même après les indépendances des pays africains leurs rapports avec le monde occidental ont continué d’être maintenus dans une logique de dépendance. Ce serait cette relation de dépendance, comme le soutiennent les théoriciens dépendantistes, qui n’aurait pas permis aux dirigeants de pouvoir mettre en oeuvre des politiques autonomes pour assurer le développement de leur continent.

Dans un troisième temps, il sera question d’analyser les politiques d’influence des grandes puissances, qui semblent faire de l’Afrique (surtout pendant la guerre froide) un terrain d’affrontement géopolitique (3). L’Afrique démontrera que contrairement à ce qu’on laisse apparaître, les nouveaux partenariats entre l’Afrique et les anciennes puissances semblent se faire souvent sur des bases similaires et parfois peu avantageuses pour le continent africain.

1. Causes Historiques Et Exogenes Du Retard Economique De L’afrique Dans La Mondialisation

Dans son livre «L’économie de l’Afrique» (2003 et 2013), Philippe Hugon explique le retard macroéconomique de l’Afrique, notamment pour des raisons historiques et socio-économiques. Cet auteur défend que l’Afrique s’est vue intégrée dans la mondialisation sans le vouloir et sans y être prête.

1 Classement 2022 des pays africains par indice de développement humain (PNUD) (agenceecofin.com)

A l'image de Hugon d'autres auteurs s'intéressent à la question du *legs colonial* sur l'Afrique des indépendances (Brasseul, 2016). C'est le cas de Gazibo (2010) qui y consacre une étude importante dans un ouvrage intitulé "*introduction à la politique africaine*". Il soutient notamment que la vie politique et institutionnelle de l'Afrique actuelle reste dans une grande mesure influencée par l'héritage colonial. Cette thèse correspond à celle défendue par Anne Cécile Robert (2006), dans son ouvrage "Afrique au secours de l'Occident". Selon cette dernière l'Afrique a été intégrée dans la mondialisation sans qu'elle n'aie son mot à dire. Ce contact (avec l'occident), qui marque pour elle le début de la mondialisation, s'est faite avec violence et dans l'intérêt exclusif de ce dernier. Ce contact a résulté de deux faits majeurs qui ont fait des dégâts énormes et ont laissé des taches indélébiles. Il n'est donc pas étonnant dans ce contexte qu'elle soit toujours en retard compte tenu des effets directs et indirects de ces deux faits: Esclavage (1) et Colonisation (2).

1.1. Esclavage

A- Le contexte de l'esclavage

Pour beaucoup d'historiens si nous voulons comprendre l'esclavage il nous faut d'abord comprendre le contexte global mondial dans lequel s'inscrit celui-ci. En effet, comme tout phénomène historique, l'esclavage est souvent présenté comme un fait qui s'inscrit dans son temps. Par conséquent on ne peut mieux l'analyser et comprendre ses logiques profondes qu'en se débarrassant de nos logiques modernes. Ainsi dans une contribution importante à *l'Histoire générale de l'Afrique*, M. Malowist fait une présentation géopolitique du monde en l'an 1500. Dans cette présentation on constate un certain nombre de grandes régions relativement autonomes qui entretiennent, à des degrés divers, des rapports mutuels d'ordre soit commercial soit conflictuel (M. Malowist, 1999). Pour Emmanuel Wallerstein (1999), cette période connaît un système commercial basé sur le commerce d'esclaves et des luxes et connaît l'intervention des acteurs différents et variés: les ottomans en Afrique du nord; dans la Méditerranée, une rivalité entre Espagne, France et le Portugal (...).

Selon beaucoup de spécialistes, il semble que le commerce des esclaves n'était pas l'objectif (Malowist, *ibid.*). *A l'origine du commerce des noirs, l'objectif des portugais était l'or* (initialement exporté aux pays islamiques). *C'est par la suite que les portugais ont découvert le gain qu'ils pouvaient avoir du commerce des esclaves noirs*. Cette thèse est corroborée par certains historiens. Ainsi Ki-Zerbo, cité par Gazibo (*ibid.*), estime que la traite des noirs n'a pas été au départ une opération préméditée, mais découle d'évènements différents survenus après la première découverte maritime par le prince portugais Henri le Navigateur. Cette entreprise ne viserait donc pas au départ la capture des esclaves.

Il apparait donc ainsi clairement que la capture des esclaves n'était pas le

plan de départ des portugais. Mais ceux-ci se consacrèrent par la suite au commerce des esclaves, ayant découvert les profits importants qu'ils pouvaient avoir avec le commerce des Noirs. Toutefois, c'est avec la mise en valeur de l'Amérique espagnole à partir du XVI^{ème} siècle et la quasi-extermiation des populations indiennes réduites au travail agricole par les conquistadors que le mouvement s'amplifie. Gazibo précise que c'est suite à une *"intervention du moine Bartolomé de Las Casas à la cour espagnole, que l'idée émergea alors de les remplacer par des esclaves africains, censés être plus robustes, "habitués aux climats tropicaux et au travail agricole"* (Gazibo, ibid, 65).

Au demeurant, nous pouvons admettre avec certains historiens que l'esclavage a été un fait (et comme tout fait historique) qui s'inscrit dans son temps. Comprendre l'esclavage suppose donc de tenir compte de ce contexte global et mercantiliste du monde. Toutefois, que le commerce des noirs ait été prémédité ou pas cela ne change en rien au fait que le commerce des noirs a profité aux puissances européennes esclavagistes et qu'il a été pour l'Afrique, lourd de conséquence.

B- Les conséquences de l'esclavage sur l'Afrique

L'esclavage désigne la première phase de pénétration occidentale de l'Afrique qui s'est manifestée par le commerce d'esclaves à travers l'installation de comptoir d'achat dans les différentes côtes africaines. Le mécanisme de ce commerce consistait en l'achat des esclaves en Afrique qui sont soit échangés contre des métaux précieux et des épices, soit destinés à des travaux de plantation dans les Amériques. Puis le gain obtenu de ce commerce est destiné au fonctionnement des industries européennes.

Cependant si le débat sur les conséquences de l'esclavage oppose les chercheurs, deux observations semblent retenir une certaine unanimité. Premièrement la quasitotalité des auteurs reconnaissent que ce commerce a profité à l'Occident, qui s'est enrichi et a développé son industrie naissante. Il n'en va pas malheureusement de même pour le continent africain qui, contrairement à l'Europe, a subis de pertes incalculables aussi bien sur le plan économique, politique que socio-humain. Sur le plan social et humain, on soutient par exemple que ce commerce a coûté à l'Afrique entre 80 à 100 millions d'hommes valides. Soit, selon Iliffe (cité par Gzibo) un coût totalisant près de 12 millions de personnes en bras valides sur une période d'environ quatre siècles. Pour Iliffe, ces chiffres *"sont conservateurs, le total pouvant se révéler probablement plus élevé en fonction de la profondeur des investigations menées par les chercheurs"*. Mais le coût de l'esclavage est aussi politique dans ce sens qu'il a participé à une sorte de mercantilisation et extraversion des sociétés africaines (Gazibo, ibid.).

Sur le plan économique, le bilan est tout aussi difficile à établir puisqu'il se définit surtout en termes de manque à gagner. En effet en enlevant au continent

africain ces bras valides utiles à la production économique l'esclavage a mis en mal la vie économique du continent et pour plusieurs générations. On pourrait ainsi simplement se demander quel serait la situation économique du continent si tel n'avait pas été le cas? Selon Leroueil (2012) *"la principale conséquence de ce dépeuplement de masse est la baisse relative de la place de l'Afrique dans le monde: entre 1500 et 1900, les Africains sont passés de 17% à 7% du total de la population mondiale"*.

Force est donc de reconnaître que les conséquences de l'esclavage sur le continent africain ne sont plus à démontrer. Toutefois établir le bilan de l'esclavage en termes de chiffre semble illusoire en raison non seulement du manque de source et de leur fiabilité mais aussi de la nature complexe qu'avait ce commerce. Une telle étude semble donc relever plus de l'arbitraire que d'une véritable étude scientifique et sérieuse. Cela n'a toutefois pas empêché certains à essayer l'entreprise même si leurs études ont été critiquées par d'autres (Zylberg, 2021).

C- Quel regard porter sur l'esclavage ?

Certains conçoivent la question de l'esclavage comme un fait historique qui découlerait de l'évolution naturelle des sociétés humaines. On entend souvent que tout peuple a connu à un moment donné de son histoire, l'esclavage. Partout où l'être humain a pris une ascendance sur son prochain, l'envie de le dominer et l'utiliser selon ses besoins lui est venu presque instinctivement. Dans ce sens l'esclavage serait lié à la nature humaine à travers la volonté de domination qui caractérise l'être humain. De ce fait on peut en déduire que toute société humaine a fait l'expérience de (un type quelconque) l'esclavage. «Slaves» désigne les peuples de l'Europe de l'Est. De même les juifs ont connu l'esclavage. Mais tous ceux-ci ont «trouvé un moyen d'éliminer cette notion de leur conscience historique. Les juifs interprètent leur esclavage comme condition spéciale et unique qui leur avait été assignée par Dieu» Dans ce cas, pourquoi alors les africains surestiment tant l'importance et l'ampleur de leur esclavage ? S'interroge ainsi Ogot (ibid.).

De ces propos il semble ressortir que l'esclavage africain n'a pas été la première forme d'esclavage que les sociétés humaines ont connu. Toutefois en raison de son ampleur, de son caractère systémique et surtout de ces multiples impacts sur le plan historique, l'esclavage africain n'est comparable à aucun autre auparavant. Dans un article paru dans l'ouvrage collectif *"Histoire générale de l'Afrique"* précité (Unesco, 1999), intitulée, *"proble of Slavery in Western Culture et Slavery and human progress"*, D. B. Davis soutient que l'esclavage est un phénomène majeur de l'idéologie du monde occidental moderne que nous devons nous efforcer de comprendre. L'auteur ajoute même que *"l'esclavage est le principal responsable de l'attitude négative (des occidentaux) envers l'Afrique et les africains"*.

Ce qui retient l'attention de certains historiens dans l'esclavage africain c'est non seulement son ampleur, sa durée, mais aussi l'époque au cours de laquelle il s'est déroulé. Tel est par exemple le sens de ces propos de Inikori selon lequel "la population africaine ayant été amenée majoritairement de force aux Amériques à un moment où elle en avait besoin à la fois pour développer son agriculture, son commerce et ses structures sociales précapitalistes, tout changement dans ce sens fut stoppé. L'auteur conclut ainsi qu'à "l'aube du XX^{ème} siècle l'Afrique était la région la plus retardée sur le plan économique des grandes régions du monde, tout en ajoutant même que la domination coloniale (entre fin XIX^{ème} et milieu du XX^{ème} siècle) n'aura pas été facilitée aussi sans les effets de l'esclavage.

De ce qui précède, force nous est de constater que la question de la place de l'esclavage dans l'histoire africaine est un sujet sensible. Cette sensibilité se manifestant à la fois par la nature complexe des acteurs concernés, le manque de fiabilité des sources et le caractère militant de certains écrits sur le sujet. Ce qui fait de l'esclavage un sujet de controverse entre différents chercheurs et commentateurs. Nonobstant cette controverse, l'idée que l'esclavage a retardé le développement de l'Afrique semble être soutenu par beaucoup de chercheurs. Ce qui divise par contre c'est l'importance que certains continuent à donner à ces impacts, plusieurs siècles après.

Par ailleurs, la question qui nous paraît encore plus pertinente est celle de savoir quel serait le sort du continent africain aujourd'hui si l'esclavage n'avait pas été suivi de la colonisation ?

1.2. La colonisation:

A la veille de la colonisation les historiens reconnaissent que la société africaine était en mauvais état en raison notamment des multiples conséquences de l'esclavage. Les spécialistes estiment habituellement à 100 millions d'habitants la population totale que l'Afrique a perdue pendant la période de l'esclavage (Ajayi, 1996). Certains estiment d'ailleurs que ce chiffre est en partie arbitraire et en partie le résultat d'une extrapolation fondée sur les maigres données démographiques relatives à la période qui suit 1950 (Ilife, *ibid.*). Toutefois d'autres auteurs relèvent que suite à l'abolition de l'esclavage, le continent africain avait établi des relations commerciales sur des bases saines (avec des explorateurs et missionnaires européens) qui ont permis au continent d'être bien intégré dans le système commercial mondial. D'autres ajoutent que cette situation avait même permis au continent africain d'amorcer une bonne dynamique de développement aussi bien sur le plan économique que politique. Mais l'arrivée de la colonisation européenne aurait stoppé nete cette bonne dynamique africaine.

Le colonialisme est un sujet sensible. Cette sensibilité tient à la fois au problème de sources sur la colonisation, à la qualité des chercheurs ou acteurs mais aussi aux intérêts en présence. Les écrits se distinguent ainsi selon la position

(eurocentriste ou afrocentriste) du chercheur. En effet, en raison de la sensibilité du sujet, beaucoup de sources sont restées classifiées (inaccessibles au public même chercheurs), d'autres sont tout simplement jugées partiales, partielles ou falsifiées compte tenu du fait qu'ils ont été écrites par le colonisateur lui-même. Cela explique leur popularité auprès des sociétés du Nord (Gazibo, *ibid.*).

Par contre les points de vue africanistes sur la colonisation sont relativement récents et posent de ce fait un certain nombre de problème: les chercheurs sont motivés par un ressentiment à l'égard du colonisateur. Souvent leur envie de démonter les falsifications de l'histoire et leur volonté de redonner (rétablir la vérité) sa dignité à l'africain l'emporte parfois sur l'exigence scientifique. Ce faisant le chercheur africain ou africaniste devient par conséquent lui aussi partial, car guidé et motivé par un certain militantisme ou idéologie partisane.

Cette sensibilité fait ainsi de la question coloniale un sujet clivant et aboutit à la naissance d'une opposition doctrinale (entre auteurs *eurocentristes et africanistes*) conduisant souvent dans une certaine impasse (UNESCO, 1999). Pour dépasser donc cette impasse, il y a nécessité de traiter le sujet de colonialisme avec beaucoup de prudence, d'impartialité et d'objectivité.

De même, la question de responsabilité et de réparation est un sujet important dans l'étude coloniale. Cette question a été remise au goût du jour lors du sommet de Durban (en Afrique du sud), contre le racisme, organisé début septembre 2001 par les nations unies lorsque certaines voies venues essentiellement des milieux afro-américains ont réclamé la réparation que l'Occident doit verser pour les crimes de masses de l'esclavage et de la colonisation. De même la question est souvent rappelée par différents chercheurs et spécialistes occidentaux lors des colloques et événements historiques tenant à mettre en perspective la responsabilité de l'Occident face aux problèmes africains. Si la question de la responsabilité occidentale dans ces crimes ne fait aucun doute celle de la réparation reste par contre un sujet de débat houleux qui provoque de vives critiques du côté de certains chercheurs et historiens africains.

Dans un chapitre de son livre «l'Afrique au secours de l'Occident», Anne Cecile Robert (*ibid.*) analyse ce qu'elle nomme le piège des réparations. Selon l'auteur en effet, si la reconnaissance des crimes est une condition nécessaire et obligatoire pour une bonne relation nord-sud, celle-ci doit être distinguée de la réparation. Analysant le problème de faisabilité de cette réparation l'auteure répond que c'est plus la signification politique et philosophique de la réparation que sa faisabilité qui pose problème. L'auteur développe à ce sujet trois arguments. D'abord il y a une confusion entre la reconnaissance et la réparation d'un crime. Ainsi si la reconnaissance est un élément réparateur de la faute commise elle n'implique toujours réparation. Au contraire il arrive que suite à la reconnaissance que certaines victimes renoncent volontairement à leur droit à une répara-

tion car la reconnaissance à une signification psychologique et morale alors que la réparation a un sens pécuniaire et économique.

En deuxième lieu la réparation implique de circonscrire précisément le phénomène incriminé et ses responsables dans le temps et dans l'espace. Or dans le cas de l'esclavage et de la colonisation la question est difficile à répondre: pour quoi et au nom de qui demande-t-on réparation ? se demande l'auteur. Selon lui l'esclavage et la colonisation la difficulté reside non seulement dans la définition des responsables, des coupables mais au fait que l'action porte sur un phénomène historique et non pas l'action précise de tel ou tel individu ou groupe d'individu. Car le principe de réparation qui est classique en droit s'appuie toujours sur la détermination d'une victime et d'un bourreau. Or le cas de l'esclavage et de la colonisation s'écarte de ce schéma. De même le problème se poserait sur le plan de la justice même, ajoute l'auteur: *nul ne peut être responsable du crime d'autrui et la justice ne poursuit pas sur les enfants le crime de leurs pères* (Robert, ibid.).

Enfin la signification morale de cette réparation pose problème. Cela constituerait en effet un piège qui consiste à maintenir le continent africain dans un statut d'éternelle victime incapable d'assumer son histoire, de s'affirmer et de prendre ses responsabilités vis-à-vis de son histoire et des autres. En lieu et place de réparation l'auteur estime donc que la solution reside plutôt dans la reconnaissance officielle du crime et une obligation de justice envers un continent à l'abandon. Car, ajoute-elle, «c'est en assumant toute l'histoire que l'on trouve sa voix et sa voie» et citant Cheikh anta Diop «La plénitude culturelle ne peut que rendre un peuple plus apte à contribuer au progrès général de l'humanité et à se rapprocher des autres peuples en connaissance de cause.»

2. Des Indépendances A Nos Jours, La Mondialisation Comme Continuité De La Logique Coloniale Ou Le Neo-Imperialisme

Après avoir été victime de l'esclavage et de la colonisation les pays africains, dans leur majorité, accédèrent à l'indépendance, dans les années 1960. Cependant, la fin du colonialisme est loin de résoudre tous les problèmes. Au contraire, la fin du colonialisme n'a pas provoqué la disparition de l'exploitation qui s'est poursuivie sous d'autres formes (Hugon, 2003).

Ces situations ont été largement étudiées par les auteurs de l'Afrique postcoloniale. Si ceux-ci s'accordent sur la reconnaissance des impacts de la colonisation et de l'esclavage sur l'Afrique postcoloniale, ils se divergent dans leurs approches et leurs théories. Pour les théories critiques (marxistes et dépendantistes), nées dans le contexte des années 1970, l'inégalité dans les relations entre l'Afrique et l'Occident entretenue par l'échange inégal dans le commerce international consiste à maintenir le continent africain dans une relation de dépendance vis-à-vis du monde occidental (Frank, 1970; Amin, 1973).

2.1. Les systèmes politiques de l'Afrique postcoloniale comme héritage de la colonisation

Dans le domaine politique certains auteurs s'intéressent aux systèmes politiques africains postcoloniaux qu'ils présentent comme la continuité de l'administration coloniale. Pour eux, après leur accession à l'indépendance, les pays africains ont appliqué les systèmes d'organisation administrative qu'ils ont hérités de la colonisation (Gazibo, 2010). Bayart (1989) relève toutefois que les pays africains postcoloniaux ont aussi eux-mêmes créé leur propre système.

Ainsi cet héritage colonial se reconnaît sur les types de régimes africains (A), l'exercice des pouvoirs politiques dans l'Afrique postcoloniale (B) et l'instabilité politiques et conflits (C) qui caractérisent ceux-ci.

A- La politique africaine postcoloniale comme héritage de la colonisation

Dans les études sur les régimes politiques en Afrique postcoloniale, les auteurs sont unanimes pour établir le rapport entre la politique africaine et la colonisation. Dans son livre *«Introduction à la politique africaine»*, après avoir classifiés différents types de régimes africains suivant certains critères M. Gazibo (2010) conclut que la nature des systèmes politiques en Afrique postcoloniale dépend du processus de décolonisation qu'ont connu les états africains. Suivant cette analyse l'auteur retient trois classifications. Premièrement, *«dans les pays africains où la décolonisation a été précédée d'une guerre de libération, les régimes qui ont émergé ont généralement été institués par le groupe armé»*. Celui-ci a institué au départ un régime autoritaire. Deuxièmement, *«dans les pays africains où la décolonisation a été organisée à la hâte, c'est la question même de la gouvernabilité qui s'est posée»*, car les nouveaux pays ont rapidement sombré dans la confusion. Troisièmement, *«dans les pays africains où l'accession à l'indépendance a suivi le mode de décolonisation à l'amiable»* enfin, l'auteur observe que *«ces pays ont d'abord été démocratiques, même si beaucoup ont été soumis à l'autoritarisme plus tard.»*

Ainsi il existe une tendance générale chez les auteurs à expliquer l'autoritarisme des régimes africains par l'héritage colonial. En effet, étant donné que les régimes politiques qui ont été mis en place au lendemain des indépendances ont été hérités de la colonisation, il semble évident que leur pratique autoritaire soit elle aussi inspirée de l'administration coloniale. Différents types de régimes peuvent être recensés dans ces systèmes politiques. Mais en dépit de leur variété et à l'exception de certains pays, des caractères communs peuvent être retenus. Ces régimes ont en effet un *«profond déficit de légitimité, une tendance autoritaire et la domination effective ou potentielle des militaires»*. Ce manque de légitimité conduit à l'autoritarisme puis qu'en l'absence des règles écrites le chef use souvent de la force en créant des institutions parallèles (milices) et en affaiblissant

même celles officielles au profit de celles-ci. Dès lors, les chefs deviennent puissants et aucun moyen d'accès au pouvoir ne semble possible. Ce qui conduit naturellement à des crises fréquentes et multiformes aboutissant souvent au cycle des coups d'Etat. Les auteurs africanistes désignent cette situation par l'expression «*présidentialisme négro-africain*» (Gazibo, *ibid.* p. 106).

Dans ce sens on peut reconnaître que les régimes dictatoriaux installés en Afrique postcoloniale au lendemain des indépendances sont bel et bien l'héritage de la colonisation européenne. Qu'en est-il alors de l'exercice du pouvoir ?

B- L'exercice du pouvoir comme héritage colonial

Si les régimes politiques installés dans les pays africains peuvent être analysés comme fruit de la colonisation, les modes d'exercice du pouvoir dans ces régimes peuvent aussi avoir des rapports avec la situation coloniale. En raison de l'ampleur des déficits de légitimité, dans les régimes politiques africains l'activité politique est accaparée par le souci de demeurer au pouvoir, les chefs élaborant des stratégies à cet effet. Cette situation est analysée par Jean-Patrice Lacam (1988) sous le nom de «*politiciens investisseurs*». Dans ce modèle, tout comme l'investisseur traditionnel, le politicien dispose des ressources matérielles et non matérielles qu'il oriente en fonction des circonstances. Ces ressources sont de trois types: *matérielles* (récompenses et rétribution), *coercitives* (comme armée, police, gendarmerie) et *persuasive* (la production de sens) (Gazibo, *ibid.* p. 110).

Bref, les régimes africains ayant hérité de la colonisation, les dirigeants africains ont continué à diriger leur pays suivant les méthodes qu'ils ont appris de l'administration coloniale. L'exercice du pouvoir en Afrique postcoloniale, comme nous venons de voir, est donc fonction du contexte d'accession des pays à l'indépendance. Ce qui explique que ces régimes ont non seulement les caractéristiques communes mais ont aussi appliqué à peu près les mêmes stratégies d'exercice du pouvoir. La conséquence de ces régimes dictatoriaux a été la multiplication des crises et instabilités politiques en Afrique.

C- Conflits et instabilités politiques en Afrique, comme conséquences du legs colonial

D'une manière générale, le lien entre les conflits politiques et sociaux et la colonisation a très tôt constitué un sujet d'intérêt pour les auteurs dès les lendemains des indépendances africaines. Si certains auteurs n'hésitent pas à imputer la responsabilité de tous les conflits de l'Afrique postcoloniale à l'héritage colonial, ils sont nombreux à adopter une position nuancée. Ces derniers estiment que si tous les conflits en Afrique ne peuvent être expliqués par l'héritage colonial, il n'en demeure pas moins vrai que ceux-ci, dans leur majorité, prennent leur source dans la colonisation. En d'autres termes, le contexte dans lequel l'Afrique a accédé à son indépendance était un terreau favorable à certains conflits. Il faut

dire que cette position semble se comprendre dans l'inquiétude générale qui animait les leaders africains à la veille des indépendances.

Quelques décennies après les indépendances la question des sources de conflits en Afrique continue toujours à opposer les spécialistes. Selon Gazibo, cette divergence de point de vue sur les conflits africains tient au fait que ceux-ci sont parfois très complexes dans leur nature, font appel à une pluralité de déterminants et se caractérisent par l'interaction et la combinaison particulière des causes différentes selon les pays. Ainsi étant donné la diversité et la complexité de leur nature toute tentative de compréhension des conflits africains suppose naturellement la question d'analyse de leurs sources. Cependant la problématique des sources de conflits en Afrique semble être une œuvre délicate dans la mesure où, comme le dit Gazibo, «*les conflits africains sont par nature complexes en raison non seulement des acteurs impliqués, des moyens utilisés mais aussi de leurs implications ou conséquences*». Toutefois l'intérêt d'une telle entreprise semble plus que nécessaire si on veut comprendre les causes profondes des conflits en Afrique et tenter de leur apporter une solution.

En résumé, Gazibo affirme que le passé colonial et la situation internationale en sont pour beaucoup dans l'explication des conflits en Afrique. C'est pourquoi expliquer les conflits en Afrique par les déterminants économiques et culturels ou une prépondérance aux facteurs externes ne lui paraît pas mauvais en soi. Mais s'en tenir à cela c'est ignorer les dynamiques politiques de proximités et les rôles des acteurs politiques africains eux-mêmes.

2.2. Les échecs économiques, comme héritage direct de la colonisation

Au sortir des indépendances la plupart des pays africains ont connu des expériences économiques similaires, malgré quelques particularités naturelles et historiques minimes. Mais dans leur quasitotalité, les politiques économiques appliquées dans les différents pays ont toutes abouti à des résultats catastrophiques. Cette situation a très tôt intéressé les économistes de l'Afrique postcoloniale. Cependant les auteurs n'adoptent pas les mêmes positions quant à l'appréciation des raisons de l'échec de ces politiques économiques. Si tous reconnaissent la part des facteurs historiques (colonisation) dans l'explication de ces résultats, certains responsabilisent les dirigeants africains qu'ils accusent de ne pas être capables de mettre des bonnes politiques économiques. D'autres par contre n'hésitent pas à imputer la responsabilité de la situation à la logique coloniale et au néoimpérialisme.

Dans son livre intitulé "*Histoire économique de l'Afrique tropicale: Des origines à nos jours*", Jacques Brasseur (2016) retrace l'histoire économique de l'Afrique à travers les systèmes et les expériences économiques de l'Afrique post-indépendance. L'auteur conclut à un échec dont il impute la responsabilité aux dirigeants africains qui, à son avis ont été incapables de mettre les bonnes politiques

économiques pour conduire le développement de leurs pays respectifs. Par contre, certains économistes de l'Afrique postcoloniale soutiennent que l'échec économique des pays de l'Afrique postcoloniale peut s'expliquer par l'héritage colonial, notamment la structure économique et le contexte global dans lequel l'Afrique fut maintenue par l'Occident. C'est ce que les auteurs appellent le système rentier.

Hugon explique ainsi qu'au lendemain des indépendances, l'économie des pays de l'Afrique subsaharienne a été maintenue dans une logique de rente. Cette situation a eu pour conséquences directes de mettre le continent dans une situation d'instabilité et de crise financières incessantes aboutissant à la marginalisation internationale de l'Afrique et sa dépendance aux institutions financières internationales. Les politiques d'ajustement structurel qui ont été appliquées par les institutions internationales de Breton Woods et qui sont censées arranger la situation, se sont plutôt révélées un échec (Hugon, *ibid.*).

Analysant la nature rentière des systèmes économiques africains, l'auteur affirme que la première condition de tout système économique performant est l'accumulation de richesses. Or, le système économique africain repose sur la production de biens primaires à faible valeur ajoutée destinés à être exportés vers les pays industrialisés (les anciens colonisateurs) pour y être transformés avant d'être réimportés sur le marché africain. Ce système se caractérise par le blocage ou l'affaiblissement de l'accumulation, des dysfonctionnements financiers et des déséquilibres sectoriels (Hugon, 2003).

2.3. Echec dans la construction d'un modèle de société, comme conséquence directe du colonialisme

L'un des domaines dans lesquels la plupart des pays africains semblent avoir échoué est celui de la construction d'un modèle de société digne d'un état moderne. Cette situation a été prise en compte par de nombreux auteurs dans les études sur l'Afrique postcoloniale (Gazibo, 2010).

A- Difficulté de création d'état moderne: Etat ou nation?

L'organisation territoriale de l'Afrique est là où le contact avec l'Occident a laissé le plus d'impact. Cela se manifeste non seulement sur la conception de l'organisation territoriale mais aussi de l'exercice du pouvoir en Afrique. L'extériorité de ces institutions a poussé certains auteurs à les qualifier de «produits de pure importations». Crawford Young (cité par Gazibo) a mis ainsi en évidence l'importance de l'héritage colonial, son organisation et ses pratiques politiques.

Selon Gazibo, l'Etat en Afrique a gardé la plupart des traits de l'état colonial dont l'un des héritages les plus palpables est la démarcation territoriale (west-palienne) qui n'existait pas encore en Afrique. Cette thèse a également trois explications par les auteurs. Pour les uns, à part l'Ethiopie la forme étatique n'a pas

existé dans l'Afrique précoloniale, en raison notamment de la «prédominance du mode de production paysan limitant les possibilités d'émergence de véritables superstructures». Pour d'autres on peut parler d'Etat multinational basé sur l'éthnie qui est le couplage d'une communauté culturelle (eux et nous) avec la construction volontaire d'une société politique. Pour d'autres enfin une classification peut être faite en civilisation chacune se singularisant par son économie, sa culture et son organisation sociale. Quoiqu'on retienne il est clair que l'Afrique précoloniale n'a pas connu la territorialité tel qu'on le voit se caractériser à travers le principe de la souveraineté. Cette délimitation n'a malheureusement pas tenu compte des réalités sociologiques et géographiques africaines: des sociétés composant une même éthnie ont été séparées alors que d'autres qui sont différentes ont été réunies. Cette situation pose la question de la citoyenneté et montre d'où vient parfois le problème de légitimité de l'Etat africain. En effet, celui-ci n'étant pas le «*produit d'une dynamique endogène*», il n'est pas étonnant que:

«Les africains mettent l'accent sur leur localité, leur région, leur continent ou leur race (plutôt que l'Etat), les frontières et les identités territoriales ayant peu de chances d'être pertinents dans de futurs Etats» (Ilife, cité par Gazibo, ibid. p. 81).

Ce partage fantaisiste, comme on peut le voir, a ainsi créé des problèmes graves dans la formation d'états nations, les populations mettant en avant leur appartenance à leur communauté plus qu'à l'état. Ce qui, au-delà d'être un frein à la création d'un état-nation, a constitué une source d'instabilité pour les nouveaux états. Plus grave encore est l'utilisation de ces divisions par les politiciens lors des périodes électorales.

Les difficultés de création d'état-nation au sens moderne en Afrique postcoloniale a pour corollaire les problèmes culturels du continent africain.

B- Extraversion culturelle

S'il y a un domaine dans lequel le contact de l'Afrique avec l'Occident a laissé des traces aussi marquantes c'est bien celui de la culture. En effet, l'impérialisme colonial a envahi l'Afrique grâce à l'arme culturelle, avec des discours assez négatifs sur le continent. L'idéologie civilisatrice a été à l'origine de ce projet occidental de domination de l'Afrique. Cette idéologie civilisatrice a même nié l'existence même des cultures africaines et a établi une hiérarchie des valeurs dans laquelle celles de l'Afrique occupent le bas de l'échelle. Les cultures européennes, imprégnées du christianisme et du nationalisme, représentaient l'absolu de la civilisation, le sommet de l'évolution humaine. Les sociétés africaines, considérées comme primitives, représentaient le premier stade de l'évolution humaine, donc le plus bas (Somé, 2002). Pourtant avant la conférence de Berlin le continent africain avait bien ses valeurs culturelles organisées autour des civilisations sous le contrôle des grands empires. Mais avec le contact de l'Afrique

et l'Occident le partage de l'Afrique fut formalisé par la conférence de Berlin et le sort du continent va diamétralement changer puisque son identité sera «*brimée meurtrie car ravalée au rang de marchandises*».

Des théories furent inventées, pour corroborer le concept fondamental d'une hiérarchie des cultures et des civilisations humaines et fondée sur la suprématie occidentale. Or cette suprématie occidentale résultait d'un plan d'actions linguistiques du colonisateur, une assimilation dont l'outil est sa langue, enseignée à une élite pour les besoins de l'administration coloniale. Ce projet impérialiste visait à aliéner et à endormir l'Africain en vue de le dominer.

Ces théories furent ainsi développées poussées à l'extrême pour servir de moyen d'asservissement du Noir et défendre les intérêts de la colonisation. Ainsi à l'arrivée des colons en Afrique, la culture africaine a été bafouée par les colonisateurs dans le but de rendre l'africain plus contrôlable. Cette thèse de «hiérarchie des sociétés avec infériorité et archaïsme des africains a été accréditée par des hommes d'Etat et des auteurs célèbres (Victor Hugo, Ernest Renan, Thomas Jefferson, Voltaire, Hegel, etc.). Elle a fini par justifier la colonisation, au nom des lumières, d'une *mission civilisatrice* et de la marche de la modernité et même à notre époque de telle perception persistent encore.

Cette négation culturelle a créé un sentiment d'infériorité chez le noir africain dont celui-ci a toujours du mal à se débarrasser, même des décennies après. Dans un article important intitulé «*Les Etats d'Afrique: quelles identités en mondialisation ?*», Rosine Cinthia Gahé-Gohoun (2020), s'attache à la question de l'identité africaine dans le contexte de mondialisation. Elle démontre que les identités sont fonction des souffrances que le continent a connues dans son histoire et les manières de les surmonter, des vues intellectuelles et thématiques varient aussi en fonction du temps (négritude, panafricanisme, africanologie).

3. L'Afrique, Objet D'intérêts Geopolitiques Et Strategiques Occidentaux

Dans les années 1960 les indépendances ont été octroyées aux pays africains par les pays colonisateurs dans des contextes variés selon les pays. Généralement pacifiques dans les colonies anglaises et françaises (à l'exception de l'Algérie et du Madagascar), ces contextes ont souvent été marqués des conflits voir même des guerres dans les colonies portugaises. Cependant il semble que les puissances colonisatrices sont parties sans jamais le vouloir vraiment. Elles ont en effet continué à influencer, soit directement par des interventions militaires, soit indirectement, par des actes diplomatiques et culturels, les affaires intérieures de leurs anciennes colonies. Ces dernières sont devenues ainsi leur chasse-gardée, une sorte de propriété où rien (jusqu'au choix des dirigeants) ne semble se faire sans leur accord préalable où qu'ils aient été informés. Cette situation connue sous le terme de zones d'influence se manifestait principalement par deux leviers: militaire et pacifique.

La voix militaire se faisait par l'envoi ou le financement des troupes militaires dans les conflits en Afrique. Tandis que la voix pacifique ou *softpower* se faisait par des moyens diplomatiques et culturels (langue, culture, religion et enseignement). Cette dernière action est interprétée par les colonisateurs comme relevant de leur *traditionnelle "mission civilisatrice"* (cas français par exemple) qui leur incomberait et qui a été exécutée pendant la colonisation par les missionnaires et administrateurs coloniaux. Suite aux indépendances le rôle des missionnaires sera remplacé par un ensemble de leviers.

Sur le plan culturel, la signature des coopérations culturelles se traduit par la mise en place des instituts de langue et l'envoi des enseignants dans les pays africains. Sur le plan économique, le financement des projets et programmes de développement est assuré par la mise en place de l'aide publique au développement, tandis que leurs entreprises nationales continuent de garder une part importante dans le marché de leurs anciennes colonies. Il y a aussi le financement des organisations à caractère économique comme l'UEMOA et le CEMAC dans le cadre du franc CFA et la francophonie dans le domaine politique et culturel. Alors que l'Angleterre met en place le *commonwealth* dans ses anciennes colonies (Hugon et Servant, 2020).

Tous ces systèmes avaient pour objectif pour les anciens colonisateurs le maintien de leur domination ou leur influence dans leurs anciennes colonies. Toutefois ce système fut bouleversé dans une certaine mesure par la bipolarité consécutive de la guerre froide.

3.1. Affrontement systémique des grandes puissances en Afrique

Suite à la seconde guerre mondiale, les deux puissances vainqueurs de la guerre ont cependant construit deux systèmes politiques et réussirent à diviser autour d'elles les autres pays du monde en formant ainsi une situation de bipolarité entre pays capitalistes et socialistes. Cette situation s'est manifestée par des affrontements (militaires ou diplomatiques) indirects sur le sol africain où les USA et les URSS avient réussi à mettre leurs parrains. La question d'intérêts commerciaux prenant le dessus sur les préoccupations morales (de bonne gouvernance et de droit de l'homme par exemple) la corne de l'Afrique australe reconnue comme *centre d'intérêts stratégiques d'importance* a été ainsi l'objet d'appres affrontements des deux grandes puissances qui y ont alimenté des conflits comme en Angola et au Mozambique où les USA soutiennent les forces rebelles alors que l'URSS soutenait les marxistes au pouvoir. Ce fut aussi le cas en Ethiopie, en Somalie, en Egypte, au Namibie, en Ex-Zaire et dans de nombreux autres pays africains (Gazibo, *ibid*).

Cette situation a eu des conséquences directes non seulement sur la taille des armées nationales dans ces pays mais aussi sur leurs budgets militaires qui ont été gonflés grâce au soutien de ces deux puissances. Ce qui a permit de renforcer

les régimes autoritaires en place dans ces pays tout en renforçant les capacités militaires des forces opposées (rebelles). A la fin de la guerre froide cependant, avec le *tarisement des ressources militaires* octroyées par les deux ex-puissances et la crise économique mondiale l'affairisme et le factionnalisme ont été occasionnés dans les armées. Ce qui fut un contexte favorable à la naissance d'autres crises et guerres civiles (comme en Sierra-Léone et au Liberia).

Aujourd'hui même si le système bipolaire qui a caractérisé la période de la guerre froide a pris fin, la question des affrontements géopolitiques en Afrique semble toujours d'actualité, avec certes de nouvelles formes et des nouveaux acteurs.

3.2. Nouveaux affrontements géopolitiques en Afrique

A la fin de la guerre froide les deux superspuissances se sont retirées momentanément des affaires intérieures des pays africains, l'ex-URSS étant disloquée alors que les USA concentrent leurs intérêts ailleurs. Profitant de cette situation la Chine occupe le terrain en devenant le premier partenaire commercial privilégié du continent africain. De 10 milliards en 2000, la part de l'investissement chinois en Afrique atteint la somme de 200 milliard par an en 2015 et plus de 10000 entreprises chinoises seraient en Afrique aujourd'hui (Shepard, 2021). Cet investissement s'effectue le plus souvent par *«package deal»*: accès aux ressources naturelles africaines contre la construction ou la restauration des infrastructures (Hugon et Servant, *ibid.*).

En 2012, le FMI a constaté que la Chine détenait 15% de la dette extérieure de l'Afrique et en à peine trois ans, environ deux tiers de tous les nouveaux prêts étaient contractés en Chine. Cette influence chinoise grandissante en Afrique est cependant dénoncée comme une nouvelle menace pour l'indépendance économique africaine. Certains analystes ont en effet *«lancé des avertissements concernant les pièges de la dette, certains allant même jusqu'à qualifier le comportement de la puissance chinoise comme étant une nouvelle forme de colonialisme»* (Shepard, *ibid.*).

Profitant de sa bonne dynamique économique enclanchée depuis les années 2000, le continent africain diversifie ses partenariats en donnant une place importante aux pays émergents dont les BRICS (qui occupent la moitié des relations économiques africaines). Toutefois tous ces partenariats semblent s'inscrire dans la même logique d'exploitation car les produits de matières premières qui intéressent les partenaires africains produisent moins de valeur ajoutée pour le continent africain (Hugon, *ibid.*). Ce qui, en plus d'avoir un effet limité sur le développement économique du continent risque aussi, à la longue, de le mettre dans une nouvelle forme de dépendance économique et financière vis-à-vis de ses nouveaux partenaires.

Mais la question d'affrontement prend un autre aspect avec la confrontation indirecte entre la France et la Russie en Afrique. La France qui partage une certaine histoire commune et la langue avec ses anciennes colonies voit en effet sa part de marché et son influence politique se diminuer considérablement chaque jour à cause notamment de l'influence Russe en Afrique. Ainsi en 15 ans la France a perdu plus de la moitié de ses parts relatives de marché en Afrique. En plus de cette perte d'influence économique, sa présence militaire dans beaucoup de pays africains est largement contestée et souvent elle se voit remplacée dans ce domaine par la Russie (comme au Mali, en République Centrafricaine et au Burkina Faso).

Pour sa part la Russie grâce à une offre de sécurité militaire réussit à séduire les dirigeants africains auxquels elle propose son entreprise et son accord militaire qui semblent répondre au mieux aux besoins des partenaires africains. Ce qui lui permet d'occuper plus de 28% du marché en étant présente dans 24 pays africains. Parallèlement à cette influence militaire, la Russie développe également son partenariat économique basé sur des échanges commerciaux dans le domaine alimentaire qui atteint notamment le chiffre de 20 milliards de dollars en 2018 (hors matières premières) et dont les autorités russes se proposent de doubler dans un futur proche. Dans le domaine nucléaire, l'entreprise russe *Rosatom* a pris la place du français *Orano* (ex-Areva) comme premier fournisseur d'énergie nucléaire civile sur le continent en signant avec 13 pays africains (Hugon et Servant, *ibid.*).

Comme on peut le constater cette nouvelle forme d'affrontement continue et prend chaque jour de nouveaux aspects et implique des acteurs nouveaux. Faut de stratégie commune le continent africain ne semble toujours pas en capacité de défendre pleinement ses intérêts et d'imposer sa propre vision.

Conclusion

Notre article a cherché à faire une étude succincte sur les facteurs historiques du retard économique de l'Afrique (et leur impact présent) en trois étapes successives. Après une analyse des deux facteurs historiques principaux (à savoir l'esclavage et la colonisation) du retard de l'Afrique nous avons analysé leurs différents aspects et impacts sur la situation actuelle du continent africain.

Dans un deuxième temps, la période post-indépendance a été analysée avec une évidence des logiques de néocolonialisme dans lesquelles le continent africain fut maintenu. Puis il a été enfin question des politiques d'influence des grandes puissances, qui ont fait de l'Afrique leur terrain d'affrontement géopolitique et géostratégique.

Il ressort de tout ce qui précède que le recours à des facteurs exogènes permet de fixer la responsabilité de l'Occident dans le retard du continent africain.

Dans ce sens il semble claire que le retard économique de l'Afrique dans la mondialisation actuelle s'explique dans une large mesure par ces deux faits historiques et leurs impacts actuels. Toutefois il convient de relever que le recours aux facteurs lointains peut parfois obscurcir plus qu'il n'éclaire l'analyse sur les situations générales de l'Afrique actuelle en raison notamment d'une certaine difficulté à établir des relations de causalité.

Une étude plus complète sur l'Afrique contemporaine ne peut certes pas ignorer la prise en compte des facteurs exogènes et historiques, mais ne peut pas non plus se limiter à ces facteurs. Pour comprendre les causes du retard du continent africain il est aussi nécessaire, surtout après plusieurs décennies d'indépendances, de chercher les raisons dans les réalités socioculturelles du continent noir.

References

- Ajayi J. F. A. (1996), «L'Afrique au début du XIXème siècle: problèmes et perspectives». Ajayi J. F. A. (dir.) in *Histoire générale de l'Afrique VI. Volume, L'Afrique du XIXème siècle jusqu'à vers les années 1880*, (Unesco) ;
- Amin S., «*Impérialisme et sous-développement en Afrique*», Anthropos, Paris, 1976 ;
- Amin, S., (1973). *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris: Ed. Minuit ;
- Badie B., «*L'Etat importé. L'Occidentalisation de l'ordre politique*», Fayard, 1992 ;
- Bayart J. F. «*L'Etat en Afrique. La politique du ventre*», Fayard, 1989 ;
- Boahen A. A. (1987, 2000), «L'Afrique face au défi colonial». Boahen A. A. (Dir.) in *Histoire générale de l'Afrique VII. Volume, L'Afrique sous domination coloniale: de 1880 à 1935*, (Unesco) ;
- Brasseul J. (2016) *Histoire économique de l'Afrique tropicale Des origines à nos jours*, Paris: Armand Colin, pp. 404-413 ;
- Cantoni R., Musso M., «*L'énergie en Afrique : les faits et les chiffres. Introduction*», in de Boeck Supérieur «*Afrique contemporaine*» 2017/1 N° 261-262 | pages 9 à 23 ;
- Coquery-Vidrovitch Catherine, *Petite histoire de l'Afrique: L'Afrique au sud du Sahara de la préhistoire à nos jours*, La Découverte, 2011 ;
- Darwin C., «*De l'Origine des espèces par la sélection naturelle ou la préservation des races favorisées dans la lutte pour la vie*», 1859, Londres ;
- Davis D. B., (1999) "Proble of Slavery in Western Culture et Slavery and human progress". Ogot B. A. (dir.) *Histoire générale de l'Afrique*" (Unesco);
- Frank A. G., *Le développement du sous-développement: Amérique Latine*, Maspero, 1970;
- Gahé-Gohoun R. C., «Les États d'Afrique : quelles identités en mondialisations?» *Diogène* n° 271-272, (2021);
- Gazibo, M. "Introduction à la politique africaine", Les Presses de l'Université de Montréal, 2010;

- Hugon P. et Servant J. C., «*Géopolitique de l'Afrique. 40 fiches illustrées pour comprendre le monde*», Eyrolles, 2020 ;
- Hugon P., «*L'Économie de l'Afrique*», Editions La Découvertes, 2003 ;
- Iliffe J., *Les Africains, histoire d'un continent*, Paris, Flammarion, 2002;
- Inikori J. E. (1999), «*L'Afrique dans l'histoire du monde : la traite des esclaves à partir de l'Afrique et l'émergence d'un ordre économique dans l'Atlantique*». B. A. Ogot (Dir.) in *Histoire générale de l'Afrique V. Volume, L'Afrique du XVIème au XVIIIème siècle*, (Unesco) ;
- Kabou A., «*Et si l'Afrique refusait le développement*», L'Harmattan, 1991 ;
- Ki-Zerbo J., *Histoire de l'Afrique noire: d'hier à demain*, A. Hatier, 1978 ;
- Leroueil E. (12 avril 2012), «*Quel est le bilan humain de la traite négrière?*», *L'Afrique des idées*;
- Manguelle D. E. «*L'Afrique, a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel?*», *Nouvelles du Sud, 1991 - 153 sayfa*
- Malowist M. (1999), «*La lutte pour le commerce international et ses implications pour l'Afrique*». B. A. Ogot (Dir.) in *Histoire générale de l'Afrique V. Volume, L'Afrique du XVIème au XVIIIème siècle*, (Unesco) ;
- Mills G., Obasandjo O., Desalegn H. et Van Der Merwe E., «*Le modèle asiatique. Pourquoi l'Afrique devrait s'inspirer de l'Asie, et ce qu'elle ne devrait pas faire*», The Konrad Adenauer Stiftung/The Brenthurst Foundation, 2020;
- Nations unies, «*Rapport économique sur l'Afrique*», 2014;
- Ogot B. A. (1999) «*Histoire des sociétés africaines de 1500 à 1800: conclusion*». B. A. Ogot (Dir.) in *Histoire générale de l'Afrique (V. Volume). L'Afrique du XVIème au XVIIIème siècle*, Unesco ;
- Robert A. C., «*L'Afrique au secours de l'occident*», Edition presses africaines, 2006 ;
- Shepard W., (2021) «*Quelle stratégie pour la Chine en Afrique ?*», *Forbes US*, 08 novembre 2021 ;
- Somé M., «*Les cultures africaines à l'épreuve de la colonisation*», Codesria & Association des historiens africains, *Afrika Zamani*, Nos. 9&10, 2001–2002, pp. 41–59 ;
- Uzoikwe G. N. (2000), «*Partage européen et conquête de l'Afrique: aperçu général*». Boahen A. A. (Dir.) in *Histoire générale de l'Afrique VII. Volume, L'Afrique sous domination coloniale: de 1880 à 1935*, (Unesco) ;
- Wagner J., *Chine Afrique: le grand pillage. (Reve chinois, cauchemard africain?)*, Groupe Eyrolles, 2014;
- Wallerstein I. (1996), «*L'Afrique et l'économie-monde*». Ajayi J. F. A. (Dir.) in *Histoire générale de l'Afrique VI. Volume, L'Afrique du XIXème siècle jusqu'à vers les années 1880*, (Unesco) ;
- Young C., *The African Colonial State in Comparative Perspective*, New Haven/Londres, Yale University Press, 1994;
- Zylberberg A. (2021) «*Afrique: la traite des esclaves, coupable n°1 du retard de développement*», *Centre d'économie de la Sorbonne*, Le 22 novembre 2021, modifié le 23 novembre 2021.